

Mobilisation pour les valeurs de la République : des mesures loin d'être à la hauteur de l'ambition annoncée

Le ministère de l'Éducation nationale engage l'École dans « *une grande mobilisation pour les valeurs de la République* ».

Pour le SNPI-FSU, la mission fondamentale des inspecteurs est de contribuer à un système scolaire égalitaire permettant l'accès à une culture commune émancipatrice. La transmission des valeurs fondamentales de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité s'inscrit dans cette volonté et doit mobiliser l'action des inspecteurs.

Le SNPI-FSU constate cependant que les mesures prises sont loin d'être à la hauteur de l'ambition annoncée.

Reconnaître l'engagement de l'école

On ne peut laisser entendre que l'école aurait jusque-là négligé sa mission de transmission des valeurs républicaines. Au travers de leur travail quotidien, qu'il s'agisse des enseignements ou de la vie scolaire, l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale ne cesse d'agir pour construire ces valeurs. Les jugements de circonstance qui mettraient en doute cette volonté des personnels et leur engagement pédagogique et éducatif pour permettre cette transmission sont inacceptables. Les enseignants ont besoin de la confiance de la société.

Pour mener à bien leurs missions, les inspecteurs doivent disposer de moyens

Les inspecteurs contribueront avec détermination à renforcer les compétences des enseignants pour leur permettre d'aborder avec leurs élèves les questions relatives à la citoyenneté, à la laïcité, à la lutte contre le racisme et tous les préjugés. Ils accompagneront les enseignants et les équipes enseignantes dans les situations complexes auxquels ils sont confrontés. Ils contribueront à la production de ressources et à la mise en œuvre de formations. Ils porteront une attention particulière, lors des recrutements, à évaluer la capacité des candidats à expliquer et à faire partager les valeurs de la République.

Cependant, le SNPI-FSU s'inquiète des moyens qui leur permettront d'assurer ces missions. Il rappelle que, depuis longtemps, il alerte le ministère sur la multiplication des tâches administratives et l'évolution managériale des missions qui éloigne les inspecteurs de leur travail d'accompagnement des enseignants et des équipes enseignantes.

Puisque, dans ces circonstances, tout le monde s'accorde à reconnaître l'importance de la formation des enseignants, il est de la responsabilité du gouvernement de mettre en œuvre des moyens qui permettent sa mise en œuvre. Les mesures prises restent très insuffisantes. Former un millier de

formateurs ne pourra avoir d'impact qu'aux conditions d'engager une seconde phase permettant de mettre en œuvre la généralisation de cette formation.

Transmettre des valeurs et permettre l'effectivité de ces valeurs

Transmettre des valeurs ne peut avoir de sens que si ces valeurs sont effectives dans la réalité sociale, économique et culturelle. Les mesures prises font état d'une absolue nécessité de lutter contre les déterminismes sociaux et territoriaux. Cette intention n'aura de réalité que dans les moyens de sa mise en œuvre. L'école ne peut y parvenir seule et la mixité des quartiers s'inscrit dans la politique de la ville, du logement, de l'emploi, de la culture et dans la présence des services publics. Néanmoins, tous les leviers de l'action scolaire doivent être mobilisés pour parvenir à une meilleure mixité qu'il s'agisse du cadre réglementaire, des moyens d'enseignement ou de la formation des enseignants. Les secteurs de l'éducation prioritaire sont au cœur de cette problématique : l'effort initié pour sa refondation est insuffisant et doit être accentué.

La crise du recrutement enseignant impacte tout particulièrement les secteurs les plus défavorisés conduisant le recours de plus en plus fréquent à des contractuels sans aucune formation. Les mesures prises récemment ne pourront suffire à résoudre le problème. Seule une volonté politique déterminée acceptant l'investissement budgétaire indispensable fera évoluer cette situation.

Faire le choix de l'enseignement et de la pédagogie

La transmission des valeurs et leur appropriation par les élèves ne peut être confondue avec la recherche d'adhésions superficielles, ritualistes ou formalistes, ni avec la modélisation de comportements. Elle procède d'un long cheminement et s'appuie sur les savoirs, le développement de l'esprit critique, l'acquisition d'une culture commune.

Cette transmission des valeurs s'inscrit tout d'abord dans l'exercice quotidien des missions d'enseignement.

Cette éducation nécessitant une lente progression, les réactions des élèves doivent être analysées avec une grande prudence pour éviter que l'expression d'opinions insuffisamment construites soit analysée comme un signe de radicalisation.

La maîtrise de la langue est d'évidence une condition nécessaire à la transmission de ces valeurs. Mais, si l'évaluation des élèves et la diffusion des recherches sont des outils indispensables, comment peut-on concevoir un « chantier prioritaire » dans ce domaine sans que la moindre mesure soit prise pour la formation et l'accompagnement des enseignants ?

Plutôt que de prendre le risque d'accroître l'accumulation de dispositifs, le parcours citoyen doit être guidé par la volonté parfaite la cohérence des actions engagées et de fédérer les mobilisations des enseignants et des élèves.

Le SNPI-FSU continuera à engager les inspecteurs à se mobiliser pour accompagner les enseignants dans les actions d'éducation citoyenne qui leur sont confiées. Mais il ne cessera d'alerter le ministère sur l'impérative exigence, au-delà des discours, de mettre à disposition de l'École les moyens nécessaires à son action.